



## CHAPITRE 35

### Loi modifiant le Code de la route

[Sanctionnée le 30 juin 1976]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 231, a. 4a, aj. **1.** Le Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231) est modifié par l'insertion, après l'article 4, du suivant:

Signature au moyen d'appareil automatique. « **4a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement publié dans la *Gazette officielle du Québec*, permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature du directeur soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur tout acte, document ou écrit qui doit être signé par le directeur en vertu de la présente loi, de la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile (Statuts refondus, 1964, chapitre 232) ou d'un règlement adopté en vertu de l'une ou l'autre de ces lois.

Fac-similé. Il peut aussi permettre qu'un fac-similé de cette signature soit gravé, lithographié ou imprimé sur tel acte, document ou écrit; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même. »

S.R., c. 231, aa. 15a, 15b, remp. **2.** Les articles 15a et 15b dudit Code, édictés par l'article 1 du chapitre 60 des lois de 1974, sont remplacés par le suivant:

Immatriculation comme motocyclette. « **15a.** 1. S'il s'agit d'une première immatriculation, doit être immatriculé comme motocyclette, conformément aux articles 5 à 15, et y être assimilé aux fins

## CHAPTER 35

### An Act to amend the Highway Code

[Assented to 30 June 1976]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** The Highway Code (Revised Statutes, 1964, chapter 231) is amended by adding after section 4, the following section:

Signature by automatic device. « **4a.** The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation published in the *Gazette officielle du Québec*, upon the conditions he fixes, allow the affixing of the signature of the director by means of an automatic device to any deed, document or writing which must be signed by the director under this act, the Highway Victims Indemnity Act (Revised Statutes, 1964, chapter 232) or a regulation made under either act.

Facsimile. He may also allow a facsimile of such signature to be engraved, lithographed or printed on such deed, document or writing; in such case, the facsimile shall have the same force as the signature itself. »

**2.** Sections 15a and 15b of the said Code, enacted by section 1 of chapter 60 of the statutes of 1974, are replaced by the following:

Registration as motorcycle. « **15a.** (1) In the case of the first registration, every motorized two-wheeled vehicle must be registered as a motorcycle in accordance with sections 5 to 15 and

du présent Code, tout véhicule motorisé à deux roues:

a) muni d'un moteur d'une cylindrée supérieure à cinquante centimètres cubes, et

b) dont la puissance permet d'atteindre, en palier, une vitesse supérieure à vingt-huit milles à l'heure lorsqu'il est monté par une personne d'un poids de cent trente livres.

Immatriculation comme cyclo-moteur.

2. S'il s'agit d'une première immatriculation, doit être immatriculée comme cyclomoteur, conformément aux articles 5 à 15, toute bicyclette motorisée qui n'est pas visée au paragraphe 1 et qui:

a) ne pèse pas plus de cent vingt livres;

b) est munie d'un pédalier nécessaire pour la faire démarrer et pouvant être actionné en tout temps pour assister le moteur; et

c) est équipée d'une transmission automatique.

Immatriculation d'autres véhicules.

3. Tout véhicule motorisé à deux roues autre que celui visé au paragraphe 1 ou toute autre bicyclette motorisée autre que celle visée au paragraphe 2 doit être immatriculé conformément aux règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil. »

S.R., c. 231, a. 17, remp.

**3.** L'article 17 dudit Code, modifié par l'article 25 du chapitre 85 des lois de 1971, est remplacé par le suivant:

Permis de conduire.

« **17.** 1. Nul ne peut conduire un véhicule automobile sur un chemin public à moins d'être titulaire d'un permis de conduire de la classe appropriée déterminée par règlement ou d'un permis d'apprenti-conducteur.

Permis d'apprenti-conducteur.

2. Un permis d'apprenti-conducteur est valide pour une période maximum de six mois et peut être renouvelé sur demande jusqu'à ce que son titulaire satisfasse aux conditions d'obtention d'un permis de conduire.

Conditions d'obtention de permis de conduire.

3. Nul ne peut obtenir ni détenir un permis de conduire à moins:

a) d'être âgé d'au moins seize ans, d'avoir suivi avec succès un cours de conduite approuvé par le directeur conformément aux règlements, et d'avoir réussi les examens de compétence du Bureau conformément aux règlements;

classified as a motorcycle for the purposes of this Code,

(a) which is provided with a motor having a piston displacement of more than fifty cubic centimetres, and

(b) which has sufficient power to attain, on the level, a speed greater than twenty-eight miles per hour when driven by a person weighing one hundred and thirty pounds.

(2) In the case of the first registration, every motorized bicycle other than one envisaged in subsection 1 must be registered as a moped in accordance with sections 5 to 15,

Registration as moped.

(a) which does not weigh more than one hundred and twenty pounds;

(b) which is provided with pedals to be used as crank gear and operable at all times to assist the motor; and

(c) which is provided with an automatic transmission.

(3) Every motorized two-wheeled vehicle other than one envisaged in subsection 1 and every other motorized bicycle other than one envisaged in subsection 2 must be registered in accordance with the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council."

Registration of other vehicle.

**3.** Section 17 of the said Code, amended by section 25 of chapter 85 of the statutes of 1971, is replaced by the following:

R.S., c. 231, s. 17, replaced.

"**17.** (1) No person shall drive a motor vehicle on a public highway unless he holds a driver's permit of the appropriate class determined by regulation or a learner-driver's permit.

Permit to drive.

(2) A learner-driver's permit shall be valid for a maximum period of six months and may be renewed on demand until the holder satisfies the requirements for obtaining a driver's permit.

Learner-driver's permit.

(3) No person shall obtain or hold a driver's permit unless:

(a) he is at least sixteen years of age, has passed a driving course approved by the director in accordance with the regulations and has passed the examinations of competence set by the Bureau in accordance with the regulations;

Qualifications for driver's permit.

b) d'être âgé d'au moins dix-huit ans, d'avoir détenu pendant une période de cinq mois un permis d'apprenti-conducteur et d'avoir réussi les examens de compétence du Bureau conformément aux règlements.

Age minimum, apprenti. 4. Nul ne peut obtenir ni détenir un permis d'apprenti-conducteur à moins d'être âgé d'au moins seize ans.

Restriction pour la conduite de motocyclette. Le permis d'apprenti-conducteur délivré à une personne âgée de moins de dix-huit ans n'autorise cette personne à conduire une motocyclette que dans le cadre d'un cours de conduite de motocyclette approuvé par le directeur conformément aux règlements.

Présence du titulaire d'un permis de conduire. 5. Le titulaire d'un permis d'apprenti-conducteur doit, en conduisant un véhicule automobile autre qu'une motocyclette, être accompagné d'une personne titulaire d'un permis de conduire de la classe appropriée déterminée par règlement et disposée à fournir à l'apprenti-conducteur l'assistance dont il pourrait avoir besoin.

Règles régissant l'assistance à l'apprenti. 6. Le titulaire d'un permis de conduire qui assiste un apprenti-conducteur doit prendre place à ses côtés, être en état de conduire un véhicule automobile et en mesure de guider les manoeuvres de l'apprenti et d'intervenir au besoin.

Mineur non-émancipé. 7. Aucun permis ne peut être délivré en vertu du présent article à une personne mineure non-émancipée à moins que le père, la mère ou le tuteur ne consente à la délivrance de ce permis par un écrit déposé au Bureau. »

S.R., c. 231, a. 18, remp. 4. L'article 18 dudit Code, modifié par l'article 26 du chapitre 85 des lois de 1971, est remplacé par le suivant :

Véhicule public. « 18. Nul ne peut conduire un véhicule public sur un chemin public à moins d'être âgé d'au moins dix-huit ans et d'être titulaire d'un permis de conduire de la classe appropriée déterminée par règlement. »

S.R., c. 231, a. 19, mod. 5. L'article 19 dudit Code, modifié par l'article 86 du chapitre 55 des lois de 1972, est de nouveau modifié :

- a) par la suppression du paragraphe 1;
- b) par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 2, des mots « des conducteurs et des chauffeurs »

(b) he is at least eighteen years of age, has held a learner-driver's permit for a period of five months and has passed the examinations of competence set by the Bureau in accordance with the regulations.

(4) No person shall obtain or hold a learner-driver's permit unless he is at least sixteen years of age.

The learner-driver's permit issued to a person at least eighteen years of age authorizes such person to drive a motorcycle only for the purposes of a course in motorcycle driving approved by the director in accordance with the regulations.

(5) The holder of a learner-driver's permit must, when driving a motor vehicle other than a motorcycle, be accompanied by a person holding a driver's permit of the appropriate class determined by regulation who is prepared to provide the learner-driver any assistance he may need.

(6) The holder of a driver's permit who assists a learner-driver must be seated beside him, be in condition to drive a motor vehicle, and be able to guide the learner in his driving and to intervene if necessary.

(7) No permit shall be issued under this section to an unemancipated minor unless that minor's father, mother or tutor consents to the issuance of such permit in a writing filed with the Bureau."

4. Section 18 of the said Code, amended by section 26 of chapter 85 of the statutes of 1971, is replaced by the following:

"18. No person shall drive a public vehicle on a public highway unless he is at least eighteen years of age and holds a driver's permit of the appropriate class determined by regulation."

5. Section 19 of the said Code, amended by section 86 of chapter 55 of the statutes of 1972, is again amended:

- (a) by striking out subsection 1;
- (b) by replacing the words "The competency of drivers and chauffeurs" in the first and second lines of subsection 2 by

Minimum age, learner-driver.

Motorcycle, restriction for learner-driver.

Assistance of driver's permit holder required.

Rules governing assisting permit holder.

Unemancipated minor.

R.S., c. 231, s. 18, replaced.

Public vehicle.

R.S., c. 231, s. 19, am.

feurs » par les mots « à conduire un véhicule automobile ».

the words "Competence to drive a motor vehicle".

S.R., c. 231, int. de sous-sec. 4 de sec. IV, remp.

**6.** L'intitulé de la sous-section 4 de la section IV est remplacé par le suivant :

« § 4.—*Des permis de conduire des non-résidents* ».

**6.** The title of subdivision 4 of Division IV is replaced by the following:

"§ 4.—*Driver's permit to non-residents*".

R.S., c. 231, title of sub-div. 4 of Div. IV, replaced.

Id., a. 23, mod.

**7.** L'article 23 dudit Code est modifié :

**7.** Section 23 of the said Code is amended:

Id., s. 23, am.

a) par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant :

(a) by replacing subsection 4 by the following:

Certificat d'état mécanique.

« 4. Lors du transport du droit de propriété d'un véhicule automobile, celui-ci ne peut être immatriculé à moins que ne soit remis au Bureau, en même temps que la demande d'immatriculation, un certificat indiquant l'état mécanique du véhicule, délivré conformément aux règlements. »;

"(4) Upon the transfer of the right of ownership of a motor vehicle, such vehicle shall not be registered unless a certificate indicating the mechanical condition of the vehicle issued in accordance with the regulations is furnished to the Bureau along with the application for registration."

Certificate of mechanical condition.

b) par l'addition des paragraphes suivants :

(b) by adding the following subsections:

Normes d'inspection, certificats et admissibilité.

« 5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire les normes d'inspection mécanique des véhicules automobiles, déterminer les conditions de délivrance des certificats indiquant l'état mécanique des véhicules automobiles et établir les critères d'admissibilité des personnes habiles à délivrer ces certificats.

"(5) The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, prescribe standards for the mechanical inspection of motor vehicles, determine the conditions of issuance of certificates indicating the mechanical condition of motor vehicles and establish criteria regarding the qualifications of persons authorized to issue such certificates.

Regulation on standards of inspection, certificates, qualifications.

Inspection mécanique obligatoire.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter l'inspection mécanique obligatoire de tous les véhicules automobiles d'une même marque, modèle, série et année qu'il détermine, immatriculés et possédés au Québec. Cette inspection mécanique est faite conformément au règlement édicté en vertu du paragraphe 5 du présent article. »

(6) The Lieutenant-Governor in Council may order the compulsory mechanical inspection of all the motor vehicles of the same make, model, series and year he determines, registered and owned in the province of Québec. Such mechanical inspection shall be made in accordance with the regulation enacted under subsection 5 of this section."

Compulsory mechanical inspection.

S.R., c. 231, s. 24, mod.

**8.** L'article 24 dudit Code, remplacé par l'article 1 du chapitre 62 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et modifié par l'article 87 du chapitre 55 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « conducteur et de chauffeur » par le mot « conduire ».

**8.** Section 24 of the said Code, replaced by section 1 of chapter 62 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 87 of chapter 55 of the statutes of 1972, is again amended by replacing the words "Operators' and chauffeurs" in the first line by the word "Driver's".

R.S., c. 231, s. 24, am.

Id., a. 27, mod.

**9.** L'article 27 dudit Code est modifié :

**9.** Section 27 of the said Code is amended:

Id., s. 27, am.



a) par le remplacement, dans la douzième ligne du paragraphe 1, du mot « chauffeur » par le mot « conduire »;

b) par l'addition, à la fin du paragraphe 1, de ce qui suit: « L'obligation de porter sur soi son permis de conduire s'applique également au titulaire d'un permis de conduire qui assiste un apprenti-conducteur dans la conduite d'un véhicule automobile sur un chemin public. »;

c) par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

Remise  
des per-  
mis, etc.,  
pour  
examen.

« 2. Ces personnes doivent remettre ces pièces sur demande de tout officier autorisé par le Bureau et muni d'un certificat d'identité signé par le directeur et attestant qu'il est chargé de l'exécution de la présente loi, ou sur demande d'un constable et agent de la paix ou d'un officier de police municipale ou, lorsque le véhicule automobile concerné est impliqué dans un accident, sur demande de toute personne intéressée, afin que cette personne, cet officier, ce constable ou cet agent de la paix puisse examiner ces pièces et prendre des notes. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, ces pièces doivent être remises à leur détenteur dès qu'examen en a été fait. »

S.R., c.  
231, a. 30,  
mod.

**10.** L'article 30 dudit Code est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

Recha-  
page.

« 5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, établir les normes de rechapage des pneus des véhicules automobiles et établir les conditions de vente, d'usage et d'inspection des pneus rechapés. »

S.R., c.  
231, a. 40b,  
rempl.

**11.** L'article 40b dudit Code, édicté par l'article 8 du chapitre 60 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

Conduite  
d'un  
cyclo-  
moteur.

« **40b.** Nul ne peut conduire un cyclo-moteur sur un chemin public à moins:

a) d'être âgé d'au moins dix-huit ans; ou

b) d'être âgé de plus de quatorze ans mais de moins de dix-huit ans et d'être porteur d'un document, signé par la personne qui a la garde d'un tel conducteur, attestant l'âge du conducteur et l'autorisa-

(a) by replacing the word "chauffeur's" in the tenth line of subsection 1 by the word "driver's";

(b) by adding, at the end of subsection 1, the following: "The obligation to carry one's driver's permit with one also applies to the holder of a driver's permit who assists a learner-driver driving a motor vehicle on a public highway.";

(c) by replacing subsection 2 by the following:

"(2) Such persons must remit such documents when requested to do so by any officer authorized by the Bureau who is provided with an identification certificate signed by the director establishing that he is charged with the carrying out of this act, or at the request of a constable and peace officer or a municipal police officer or, when the motor vehicle concerned is involved in an accident, at the request of any interested person, thus allowing such person, constable or peace officer to examine such documents and make notes. Subject to the other provisions of this act, such documents must be returned to their owner as soon as they have been examined."

Remitting  
permit,  
etc., for  
examina-  
tion.

**10.** Section 30 of the said Code is amended by adding the following subsection:

R.S., c.  
231, s. 30,  
am.

"(5) The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, establish standards respecting the retreading of tires for motor vehicles and establish conditions of sale, use and inspection of retreaded tires."

Retread.

**11.** Section 40b of the said Code, enacted by section 8 of chapter 60 of the statutes of 1974, is replaced by the following:

R.S., c.  
231, s. 40b,  
replaced.

"**40b.** No person may drive a moped on a public highway:

Moped  
driving.

(a) unless he is at least eighteen years of age, or

(b) unless, if he is not yet eighteen, he is at least fourteen years of age and is the bearer of a document, signed by the person having the custody of such driver, certifying the age of the driver and the fact that

tion qui lui a été donnée de conduire un cyclomoteur sur un chemin public. »

he is authorized to drive a moped on a public highway.”

S.R., c.  
231, int.  
de sous-  
sec. 3 de  
sec. VIII,  
rempl.

**12.** L'intitulé de la sous-section 3 de la section VIII dudit Code est remplacé par le suivant :

**12.** The title of subdivision 3 of Division VIII of the said Code is replaced by the following :

R.S., c.  
231, title  
of sub-  
div. 3 of  
Div. VIII,  
replaced.

« § 3.—*De la vitesse* ».

“§ 3.—*Rate of speed*”.

Id., a. 50,  
rempl.

**13.** L'article 50 dudit Code, modifié par l'article 1 du chapitre 53 des lois de 1970, est remplacé par les suivants :

**13.** Section 50 of the said Code, amended by section 1 of chapter 53 of the statutes of 1970, is replaced by the following :

Id., s. 50,  
replaced.

« auto-  
route ».

« **50.** 1. Pour les fins de l'interprétation de la présente sous-section, le mot « autoroute » désigne un chemin public déterminé comme autoroute par le ministre et spécialement identifié comme autoroute par un panneau officiel de signalisation. Ce mot ne comprend pas une autoroute au sens de la Loi des autoroutes (chap. 134).

“**50.** (1) For the purposes of interpretation of this subdivision, the word “autoroute” means a public highway defined as an autoroute by the Minister and specially identified as such by an official traffic sign. Such word does not include an autoroute within the meaning of the Autoroutes Act (Chap. 134).

“auto-  
route”.

Panneau  
officiel  
de signa-  
lisation.

Tout panneau officiel de signalisation identifiant un chemin public comme autoroute fait preuve que ce chemin public est une autoroute pour les fins de l'application de la présente sous-section. Le ministre doit tenir un registre des chemins publics qu'il détermine comme étant des autoroutes et qui sont identifiés comme autoroutes par des panneaux officiels de signalisation.

Every official traffic sign identifying a public highway as an autoroute is proof that such public highway is an autoroute for the purposes of the application of this subdivision. The Minister must keep a register of the public highways that he determines to be autoroutes and that are identified as autoroutes by official traffic signs.

Official  
traffic  
sign is  
proof.

Vitesse  
impru-  
dente,  
etc.,  
prohibée.

2. Toute vitesse et toute action imprudente susceptible de mettre en péril la sécurité, la vie ou la propriété sont prohibées sur tous les chemins du Québec.

(2) Any speed or imprudent action which might endanger safety, life or property is prohibited on all roads in Québec.

Dangerous  
speed,  
etc., pro-  
hibited.

Vitesse  
minimum  
et  
maximum.

3. Sans restreindre la portée du paragraphe 2, nul ne peut circuler à une vitesse :

(3) Without restricting the scope of subsection 2, no person shall drive at a speed :

Minimum  
and  
maximum  
speed  
limits.

a) inférieure à quarante milles à l'heure et supérieure à soixante-dix milles à l'heure sur les autoroutes ;

(a) of less than forty miles per hour or more than seventy miles per hour on an autoroute ;

b) excédant cinquante-cinq milles à l'heure sur les grands chemins numérotés à surface en béton de ciment, en béton bitumineux et autres surfaces du même genre en dehors des cités, villes et villages ;

(b) in excess of fifty-five miles per hour on numbered highways surfaced with concrete, asphalt or a similar material outside cities, towns and villages ;

c) excédant cinquante milles à l'heure sur les autres chemins à surface en béton de ciment, en béton bitumineux et autres surfaces du même genre en dehors des cités, villes et villages ;

(c) in excess of fifty miles per hour on other roads surfaced with concrete, asphalt or a similar material outside cities, towns and villages ;

d) excédant quarante-cinq milles à l'heure sur les chemins en gravier en dehors des cités, des villes et des villages;

e) excédant quarante milles à l'heure sur les chemins de terre en dehors des cités, des villes et des villages;

f) excédant trente milles à l'heure dans les cités, les villes et les villages, sauf sur les autoroutes et sur les chemins ou parties de chemins sur lesquels l'autorité provinciale a placé des panneaux officiels de signalisation, conformément à l'article 50a;

g) excédant trente milles à l'heure dans les zones scolaires lors de l'entrée ou de la sortie des élèves.

Vitesse  
mini-  
mum.

4. Nul ne peut conduire un véhicule à une lenteur susceptible de gêner ou d'entraver la circulation normale, excepté dans le cas où la chose est rendue nécessaire par mesure de sécurité ou en conformité de la loi.

Change-  
ment de  
limites de  
vitesse.

« 50a. 1. Le ministre peut, pour des motifs de sécurité routière, réduire ou augmenter les limites de vitesse prévues au paragraphe 3 de l'article 50 pour tous les véhicules automobiles ou pour certaines catégories d'entre eux.

Panneaux  
de signa-  
lisation.

2. L'installation de panneaux officiels de signalisation fait preuve de la décision du ministre. La date et le lieu approximatif d'installation d'un tel panneau et la date de son retrait, s'il y a lieu, doivent être inscrits dans un registre tenu par le ministre.

Primauté  
d'indica-  
tion sur  
panneaux.

3. Nul ne peut, nonobstant le paragraphe 3 de l'article 50, circuler à une vitesse excédant celle indiquée sur les panneaux officiels de signalisation installés en vertu du paragraphe 2 du présent article.

Règle-  
ment con-  
traire  
inopérant.

4. L'exercice du pouvoir prévu au paragraphe 1 rend inopérante toute disposition contraire ou inconciliable de tout règlement d'un conseil municipal ou de tout règlement, résolution ou ordonnance de l'autorité compétente d'une communauté urbaine ou régionale.

Approba-  
tion de  
règlement  
pos-  
térieur  
sur la  
vitesse.

« 50b. 1. Nonobstant toute disposition législative contraire ou inconciliable, tout règlement, résolution ou ordonnance ou toute partie d'un règlement, résolution ou ordonnance d'un conseil municipal ou de l'autorité compétente d'une communauté urbaine ou régionale adopté après

(d) in excess of forty-five miles per hour on gravel roads outside cities, towns and villages;

(e) in excess of forty miles per hour on earth roads outside cities, towns and villages;

(f) in excess of thirty miles per hour in cities, towns and villages, except on auto-roads and on roads or parts of roads on which the provincial authority has erected official traffic signs in accordance with section 50a;

(g) in excess of thirty miles per hour in school zones at times when pupils enter or leave school.

(4) No person shall drive a vehicle at a low speed likely to impede or obstruct normal traffic, except where it is necessary to do so as a safety measure or in accordance with the law. Minimum speed.

« 50a. (1) The Minister may, for reasons of traffic safety, reduce or increase the speed limits provided in subsection 3 of section 50 for all motor vehicles or for certain categories of them. Change of speed limits.

(2) The installation of official traffic signs is proof of the decision of the Minister. The approximate date and place of the installation of such a traffic sign, or of its removal, if such is the case, must be entered in a register kept by the Minister. Official traffic sign is proof of change.

(3) Notwithstanding subsection 3 of section 50, no person shall drive at a speed exceeding that indicated on the official traffic signs installed under subsection 2 of this section. Traffic sign indication prevails.

(4) The exercise of the power provided in subsection 1 renders inoperative every contrary or inconsistent provision of any by-law of a municipal council or of any by-law, resolution or ordinance of the competent authority of an urban or regional community. Contrary by-law, etc., inoperative.

« 50b. (1) Notwithstanding any contrary or inconsistent legislative provision, every by-law, resolution or ordinance, or part of a by-law, resolution or ordinance, of a municipal council or of the competent authority of an urban or regional community, adopted after the coming into force Approval of new by-law, etc., on speed.

l'entrée en vigueur du présent article et réglementant la vitesse des véhicules automobiles sur un chemin public doit, pour entrer en vigueur, être approuvé par le ministre.

Approba-  
tion de  
règle-  
ments  
existant.

2. Tout règlement, résolution ou ordonnance ou toute partie d'un règlement, résolution ou ordonnance d'un conseil municipal ou de l'autorité compétente d'une communauté urbaine ou régionale en vigueur lors de l'entrée en vigueur du présent article et réglementant la vitesse des véhicules automobiles sur un chemin public doit, dans les dix-huit mois suivant l'entrée en vigueur du présent article, avoir été approuvé par le ministre faute de quoi il devient inopérant.

Enlève-  
ment de  
panneau  
de signa-  
lisation.

« 50c. Dans les cas visés à l'article 50a et au paragraphe 2 de l'article 50b, la municipalité ou la communauté doit, sur avis du ministre et dans le délai qu'indique ce dernier, faire enlever les panneaux de signalisation qu'elle a placés, à défaut de quoi le ministre peut y procéder aux frais de la municipalité ou de la communauté. »

S.R., c.  
231, ss.  
56a-56n,  
aj.

14. Ledit Code est modifié par l'insertion, après l'article 56, de ce qui suit :

« § 7a.—*De la ceinture de sécurité*

Interpré-  
tation :

« 56a. Pour l'interprétation de la présente sous-section, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« ceinture  
de sécu-  
rité » ;

1. « ceinture de sécurité » : le dispositif conçu pour retenir une personne à son siège et prescrit par la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles ;

« Loi sur  
la sécu-  
rité des  
véhicules  
automobiles ».

2. « Loi sur la sécurité des véhicules automobiles » : le chapitre 26 du 1<sup>er</sup> supplément des Statuts révisés du Canada de 1970 et tout règlement ou ordonnance adopté en vertu de cette loi.

Prohibi-  
tion d'en-  
lever, etc.,  
les cein-  
tures de  
sécurité.

« 56b. Nul ne peut, en tout ou en partie, enlever ou faire enlever, modifier ou faire modifier ou mettre ou faire mettre hors d'usage une ceinture de sécurité dont doivent être équipés, suivant la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles, les sièges avant ou la banquette avant d'un véhicule de promenade.

of this section, that regulates the speed of motor vehicles on a public highway must, to come into force, be approved by the Minister.

(2) Every by-law, resolution or ordinance, or part of a by-law, resolution or ordinance, of a municipal council or of the competent authority of an urban or regional community, in force at the coming into force of this section, that regulates the speed of motor vehicles on a public highway must, within eighteen months following the coming into force of this section, be approved by the Minister, failing which it shall become inoperative.

Approval  
of existing  
by-law,  
etc.

« 50c. In the cases envisaged in section 50a and in subsection 2 of section 50b, the municipality or the community must, on a notice from the Minister and within the delay indicated by him, have the traffic signs erected by it removed, failing which the Minister may have them removed at the expense of the municipality or community. »

Removal  
of munic-  
ipal traffic  
signs.

14. The said Code is amended by inserting, after section 56, the following :

R.S., c.  
231, ss.  
56a-56n,  
added.

« § 7a.—*Seat Belts*

« 56a. For the interpretation of this subdivision, unless the context indicates a different meaning,

Interpre-  
tation :

(1) "seat belt" means the device designed to secure a person in his seat and prescribed by the Motor Vehicle Safety Act ;

"seat  
belt" :

(2) "Motor Vehicle Safety Act" means chapter 26 of the 1st Supplement of the Revised Statutes of Canada, 1970, and any regulation or order made under such act.

"Motor  
Vehicle  
Safety  
Act".

« 56b. No person shall either effect or cause the complete or partial removal, alteration or putting out of service of a seat belt wherewith the front chair seats or front bench seat of a pleasure vehicle are required to be equipped under the Motor Vehicle Safety Act.

Removal,  
etc., of  
front seat  
belts  
forbidden.



Prohibition de conduire si ceinture du conducteur enlevée, etc.

« **56c.** Nul ne peut conduire sur un chemin public un véhicule de promenade dont la ceinture de sécurité prévue pour le conducteur, suivant la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles, a été enlevée, modifiée ou mise hors d'usage à moins qu'elle n'ait été remplacée par une autre ceinture de sécurité conforme à ladite loi.

Id., si ceinture du passager enlevée, etc.

Nul ne peut non plus conduire un tel véhicule si la ceinture de sécurité prévue, suivant la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles, pour la place qu'occupe un passager à l'avant du véhicule a été enlevée, modifiée ou mise hors d'usage à moins qu'elle n'ait été remplacée par une autre ceinture de sécurité conforme à cette loi.

Ceinture du conducteur correctement bouclée.

« **56d.** Toute personne qui conduit sur un chemin public un véhicule de promenade équipé, suivant la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles, d'une ceinture de sécurité pour le conducteur doit porter cette ceinture de sécurité correctement bouclée.

Ceinture du passager avant correctement bouclée.

« **56e.** Tout passager qui a pris place à l'avant dans un véhicule de promenade circulant sur un chemin public doit porter, correctement bouclée, la ceinture de sécurité dont est équipée, suivant la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles, la place occupée par ce passager.

Exception: marche arrière.

« **56f.** L'article 56d ne s'applique pas lorsque le véhicule est conduit en marche arrière.

Exceptions: santé, âge, et poids.

« **56g.** Les articles 56d et 56e ne s'appliquent pas à une personne:

a) qui détient un certificat médical délivré par un médecin en exercice attestant:

i. pour la période de temps y indiquée, qu'elle est incapable, pour raison médicale, de porter une ceinture de sécurité, ou

ii. que ses caractéristiques physiques l'empêchent de porter une ceinture de sécurité;

b) qui est âgée de moins de cinq ans; ou

c) dont le poids est inférieur à cinquante livres.

Copie de certificat au directeur.

Une copie certifiée conforme de tout certificat émis conformément au paragraphe a doit être transmise sans délai au directeur.

« **56c.** No person shall drive a pleasure vehicle on a public highway if the seat belt provided for the driver of such vehicle in accordance with the Motor Vehicle Safety Act has been removed, altered or put out of service, unless it has been replaced by another seat belt that conforms to the said act.

No driving if driver's seat belt removed, etc.

Nor shall any person drive such a vehicle if the seat belt provided in accordance with the Motor Vehicle Safety Act for a position occupied by a passenger in the front seat of the vehicle has been removed, altered or put out of service unless it has been replaced by another seat belt that conforms to the said act.

Id., if front passenger's belt removed, etc.

« **56d.** Every person who, on a public highway, drives a pleasure vehicle equipped according to the Motor Vehicle Safety Act with a seat belt for the driver, shall wear such seat belt properly fastened.

Driver must fasten belt.

« **56e.** Every passenger occupying a position in the front seat of a pleasure vehicle driven on a public highway shall wear, properly fastened, the seat belt provided in accordance with the Motor Vehicle Safety Act for the seating position he occupies.

Front passenger must fasten belt.

« **56f.** Section 56d does not apply when the vehicle is being driven in reverse.

Exception: in reverse.

« **56g.** Sections 56d and 56e do not apply to a person:

Exceptions: health, age, weight.

(a) who holds a medical certificate issued by a practising physician attesting that:

i. for the space of time indicated therein, such person is unable on medical grounds to wear a seat belt, or

ii. such person's physical characteristics prevent his wearing a seat belt;

(b) who is under five years of age; or

(c) who weighs less than fifty pounds.

A certified true copy of every certificate issued in accordance with paragraph a must be sent forthwith to the director.

Certificate to director.

Interdiction de poursuivre.

« **56h.** Un passager âgé de cinq ans ou plus mais de moins de seize ans ne peut être poursuivi pour infraction à l'article 56e.

« **56h.** No passenger five years of age or over but under sixteen years of age shall be prosecuted for an offence against section 56e. No prosecution of children.

Obligation pour enfant de plus de cinq ans et de plus de 50 lbs de boucler sa ceinture.

« **56i.** Nul ne peut conduire sur un chemin public un véhicule de promenade dans lequel a pris place, à l'avant, un passager non visé par les paragraphes a et c de l'article 56g qui est âgé de cinq ans ou plus mais de moins de seize ans et dans lequel la place qu'occupe ce passager est équipée d'une ceinture de sécurité, suivant la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles, à moins que ce passager ne porte, correctement bouclée, cette ceinture de sécurité.

« **56i.** No person shall, on a public highway, drive a pleasure vehicle in which a passenger not described in paragraphs a and c of section 56g, being five years of age or over but under sixteen years of age, is seated in front, and in which the position occupied by such passenger is equipped with a seat belt in accordance with the Motor Vehicle Safety Act, unless that passenger is wearing such seat belt properly fastened. No driving unless child over five, over 50 lbs., in front, fastens belt.

Dispositif de sécurité pour enfant de moins de cinq ans.

« **56j.** Nul ne peut conduire sur un chemin public un véhicule de promenade dans lequel a pris place un passager qui est âgé de moins de cinq ans à moins que ce passager ne soit retenu par un dispositif de sécurité prescrit par un règlement adopté en vertu de l'article 56m ou prescrit par une autre loi ou un autre règlement ayant une application au Québec.

« **56j.** No person shall, on a public highway, drive a pleasure vehicle in which a position is occupied by a passenger under five years of age unless such passenger is secured by a safety device prescribed by a regulation made under section 56m or prescribed by another act or another regulation applicable in the province of Québec. No driving unless child under five is secured.

Exception: véhicules de police.

« **56k.** La présente sous-section ne s'applique pas à un véhicule de promenade à l'usage des membres d'un corps public de police et pouvant être utilisé pour le transport de personnes en état d'arrestation.

« **56k.** This subdivision does not apply to a pleasure vehicle at the service of the members of a public police force that may be used to transport persons under arrest. Exception: police car.

Exception: voitures fabriquées avant 1974.

« **56l.** Dans le cas d'un véhicule de promenade fabriqué ou importé au Canada avant le 1<sup>er</sup> janvier 1974, les articles 56b, 56c, 56d, 56e et 56i ne s'appliquent pas à la partie de la ceinture de sécurité appelée « baudrier » et destinée à restreindre le mouvement de la poitrine et des épaules.

« **56l.** In the case of a pleasure vehicle manufactured in or imported into Canada before 1 January 1974, sections 56b, 56c, 56d, 56e and 56i do not apply to that part of the seat belt called the "upper torso restraint" and intended to restrain the movement of the chest and shoulder regions. Exception: pre-1974 cars.

Pouvoirs du lt.-g. en conseil.

« **56m.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) interdire l'enlèvement, la modification et la mise hors d'usage de ceintures de sécurité de véhicules automobiles autres que les véhicules de promenade et des ceintures de sécurité d'une banquette arrière d'un véhicule de promenade;

b) obliger les passagers occupant la banquette arrière d'un véhicule de promenade à porter la ceinture de sécurité;

« **56m.** The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation :

(a) prohibit the removal, alteration or putting out of service of the seat belts of motor vehicles other than pleasure vehicles and of the seat belts for the rear seat of a pleasure vehicle;

(b) require passengers occupying the rear seat of a pleasure vehicle to wear a seat belt;

Powers of Lt.-Gov. in Council.

c) obliger les conducteurs et les passagers de véhicules automobiles autres que le véhicule de promenade à porter la ceinture de sécurité;

d) déterminer toute exception autre que celles prévues à la présente sous-section à l'obligation de porter la ceinture de sécurité;

e) prescrire l'installation et l'utilisation, dans les véhicules de promenade, de dispositifs de sécurité pour enfants de moins de cinq ans;

f) établir les normes d'installation et d'utilisation de tels dispositifs de sécurité.

(c) require drivers and passengers of motor vehicles other than pleasure vehicles to wear a seat belt;

(d) determine any exception in addition to those provided in this subdivision to the requirement to wear a seat belt;

(e) prescribe the installation and use, in pleasure vehicles, of safety devices for children under five years of age;

(f) establish standards for the installation and use of such safety devices.

Dommages dans une action civile.

« **56n.** Le défaut de se conformer aux dispositions des articles 56*d*, 56*e*, 56*i* ou 56*j* ne peut être retenu dans la détermination du quantum des dommages dans une cause civile. »

“**56n.** Failure to comply with section 56*d*, 56*e*, 56*i* or 56*j* shall not be considered in determining the amount of damages in a civil case.” Damages in civil action.

S.R., c. 231, a. 60, mod.

**15.** L'article 60 dudit Code est modifié par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du deuxième alinéa, des mots « conducteur ou de chauffeur » par le mot « conduire ».

**15.** Section 60 of the said Code is amended by replacing the words “operator's or chauffeur's” in the fifth line of the second paragraph by the word “driver's”. R.S., c. 231, s. 60, am.

Id., a. 61, mod.

**16.** L'article 61 dudit Code est modifié:

a) par le remplacement, dans les sixième et septième lignes du paragraphe c du premier alinéa, des mots « conducteur ou de chauffeur » par le mot « conduire »;

b) par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du dernier alinéa, des mots « conducteur ou de chauffeur » par le mot « conduire ».

**16.** Section 61 of the said Code is amended: Id., s. 61, am.

(a) by replacing the words “operator's or chauffeur's” in the fifth and sixth lines of subparagraph c of the first paragraph by the word “driver's”;

(b) by replacing the words “operator's or chauffeur's” in the fifth line of the last paragraph by the word “driver's”.

Id., aa. 66a, 66b, aj.

**17.** Ledit Code est modifié par l'insertion, après l'article 66, des suivants:

**17.** The said Code is amended by inserting after section 66, the following sections: Id., ss. 66a-66b, added.

Infractions et peines.

« **66a.** Quiconque contrevient à l'article 56*b* ou 56*c* ou à quelque disposition d'un règlement adopté en vertu du paragraphe a de l'article 56*m* commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins cinquante et d'au plus cent dollars.

“**66a.** Whosoever contravenes section 56*b* or 56*c* or any provision of a regulation made under paragraph a of section 56*m* is guilty of an offence and is liable, in addition to the costs, to a fine of not less than fifty nor more than one hundred dollars.” Offence and penalty.

Idem.

« **66b.** Quiconque contrevient à l'article 56*d*, 56*e*, 56*i* ou 56*j* ou à quelque disposition d'un règlement adopté en vertu des paragraphes b à f de l'article 56*m* commet

“**66b.** Whosoever contravenes section 56*d*, 56*e*, 56*i* or 56*j* or any provision of a regulation made under paragraphs b to f of section 56*m* is guilty of an offence and is

une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus vingt dollars. »

S.R., c.  
231, a. 67,  
mod.

**18.** L'article 67 dudit Code est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 2°, des mots « conducteur ou de chauffeur » par le mot « conduire ».

Id., a. 74,  
mod.

**19.** L'article 74 dudit Code est modifié par l'insertion, après le paragraphe 1, du suivant :

Arresta-  
tion sans  
mandat.

« 1a. Un agent de la paix peut aussi arrêter sans mandat toute personne qui assiste un apprenti-conducteur qui a commis une infraction à la présente loi :

- a) si elle ne peut s'identifier d'une façon satisfaisante;
- b) si elle n'a pas de permis de conduire;
- c) si elle a commis une infraction à la présente loi et si l'agent a des raisons sérieuses de croire qu'elle peut se soustraire à la justice. »

S.R., c.  
231, a. 76,  
mod.

**20.** L'article 76 dudit Code, modifié par l'article 5 du chapitre 53 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant :

Règlemen-  
tation de  
la vitesse.

« 6° N'empêche un conseil municipal d'une cité, ville ou village de réglementer la vitesse des véhicules automobiles dans son territoire, sauf sur les chemins ou parties de chemins dont l'entretien est à la charge de l'autorité provinciale et sur les chemins ou parties de chemins sur lesquels l'autorité provinciale a placé des panneaux officiels de signalisation conformément au paragraphe 1 de l'article 50 ou à l'article 50a. Cependant, lorsque le conseil municipal stipule une limite de vitesse moindre ou supérieure à celle de l'article 50, il doit prendre les dispositions nécessaires pour que la vitesse soit clairement indiquée par des panneaux officiels de signalisation à la vue du public, à défaut de quoi ce sont les dispositions de l'article 50 qui s'appliquent. »

S.R., c.  
231, a.  
76a, aj.

**21.** Ledit Code est modifié par l'insertion, après l'article 76, du suivant :

Panneaux  
de limite  
de vitesse.

« **76a.** Un conseil municipal qui ne s'est pas prévalu du paragraphe 6° de l'article 76 doit faire installer à l'approche

liable, in addition to the costs, to a fine of not less than ten dollars nor more than twenty dollars. »

**18.** Section 67 of the said Code is amended by replacing the words "permit as an operator or as a chauffeur" in the first and second lines of paragraph 2, by the words "driver's permit".

R.S., c.  
231, s. 67,  
am.

**19.** Section 74 of the said Code is amended by inserting after subsection 1, the following subsection :

Id., s. 74,  
am.

"(1a) A peace officer may also arrest without a warrant any person who is assisting a learner-driver who has committed an offence against this act :

Arrest  
without  
warrant.

- (a) if he cannot establish his identity in a satisfactory manner;
- (b) if he has no driver's permit;
- (c) if he has committed an offence against this act and if the officer has serious reason to believe that such person might elude justice."

**20.** Section 76 of the said Code, amended by section 5 of chapter 53 of the statutes of 1970, is again amended by replacing paragraph 6 by the following :

R.S., c.  
231, s. 76,  
am.

"(6) Shall prevent the municipal council of a city, town or village from regulating the speed of motor vehicles within its limits, except on the highways or sections of highways the maintenance of which is at the expense of the provincial authority and on the highways or sections of highways on which the provincial authority has erected official traffic signs in accordance with subsection 1 of section 50 or section 50a. However, where the municipal council fixes a speed limit lower or higher than that fixed in section 50, it must take the necessary dispositions to have the speed limit clearly indicated by official traffic signs visible to the public, failing which section 50 applies."

Regulat-  
ing speed.

**21.** The said Code is amended by inserting, after section 76, the following :

R.S., c.  
231, s. 76a,  
added.

"**76a.** Where a municipal council has not availed itself of paragraph 6 of section 76, it shall, at the approaches to a con-

Signs in-  
dicating  
speed  
limit.



d'une concentration de bâtisses dans la municipalité sur tout chemin ou partie de chemin dont l'entretien est à la charge de la municipalité, des panneaux de signalisation indiquant que la limite de vitesse est de trente milles à l'heure. »

S.R., c. 231, a. 79a, aj. **22.** Ledit Code est modifié par l'insertion, après l'article 79, du suivant :

Pouvoir d'un agent de la paix. « **79a.** Le pouvoir prévu au paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 79 peut être exercé par tout agent de la paix. »

S.R., c. 231, a. 82, mod. **23.** L'article 82 dudit Code, modifié par l'article 92 du chapitre 55 des lois de 1972 et l'article 11 du chapitre 60 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du sous-paragraphe *d* du paragraphe 1 par le suivant :

Classes des permis; « *(d)* Déterminer les classes des permis de conduire et fixer les conditions de délivrance de ces permis; ».

S.R., c. 231, a. 91, mod. **24.** L'article 91 dudit Code, modifié par l'article 94 du chapitre 55 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les deux dernières lignes du dernier alinéa, des mots « conducteur ou de chauffeur » par le mot « conduire ».

Id., a. 94, mod. **25.** L'article 94 dudit Code est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots « conducteur ou de chauffeur » par le mot « conduire ».

Id., a. 98, remp. **26.** L'article 98 dudit Code est remplacé par le suivant :

Remise d'autres permis de conduire. « **98.** Le détenteur dont le permis de conduire, quel qu'il soit, a été ou est annulé ou suspendu doit, sans délai, remettre au Bureau tout autre permis de conduire un véhicule automobile qu'il détient, sous peine des sanctions édictées par la loi dans le cas du refus d'une personne de remettre son permis. »

S.R., c. 232, a. 22, mod. **27.** L'article 22 de la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile (Statuts refondus, 1964, chapitre 232) est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du pre-

centration of buildings in the municipality on any highway or section of highway the maintenance of which is at the expense of the municipality, have traffic signs installed indicating that the speed limit is thirty miles per hour."

**22.** The said Code is amended by inserting, after section 79, the following: R.S., c. 231, s. 79a, added.

"**79a.** The power provided in subparagraph *b* of the second paragraph of section 79 may be exercised by any peace officer." Power of peace officer.

**23.** Section 82 of the said Code, amended by section 92 of chapter 55 of the statutes of 1972 and section 11 of chapter 60 of the statutes of 1974, is again amended by replacing subparagraph *d* of subsection 1 by the following: R.S., c. 231, s. 82, am.

"*(d)* Determine the classes of driver's permits and fix the conditions for the issue of such permits;" Classes of permits;

**24.** Section 91 of the said Code, amended by section 94 of chapter 55 of the statutes of 1972, is again amended by replacing the words "an operator's or chauffeur's" in the sixteenth line of the last paragraph by the words "a driver's". R.S., c. 231, s. 91, am.

**25.** Section 94 of the said Code is amended by replacing the words "an operator or chauffeur's" in the third and fourth lines by the words "a driver's". Id., s. 94, am.

**26.** Section 98 of the said Code is replaced by the following: Id., s. 98, replaced.

"**98.** The holder of a driver's permit, of whatever class it may be, which has been or which is cancelled or suspended, must immediately surrender to the Bureau any other permit he holds to drive a motor vehicle, on pain of the penalties provided by law in the case of refusal to surrender one's permit." Surrender of other permit.

**27.** Section 22 of the Highway Victims Indemnity Act (Revised Statutes, 1964, chapter 232) is amended by replacing the words "operator's or chauffeur's" in the third line of the first paragraph by the R.S., c. 232, s. 22, am.

mier alinéa, des mots « conducteur ou de chauffeur » par le mot « conduire ».

word "driver's".

S.R., c.  
232, a. 25,  
mod.

**28.** L'article 25 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « conducteur ou de chauffeur » par le mot « conduire ».

**28.** Section 25 of the said act is amended by replacing the words "an operator's or chauffeur's" in the second and third lines of the first paragraph by the words "a driver's".

R.S., c.  
232, s. 25,  
am.

Id., a. 26,  
mod.

**29.** L'article 26 de ladite loi est modifié:

**29.** Section 26 of the said act is amended:

a) par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe a du premier alinéa, des mots « conducteur ou de chauffeur » par le mot « conduire »;

b) par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe c du premier alinéa, des mots « conducteur ou de chauffeur » par le mot « conduire ».

(a) by replacing the words "operator's or chauffeur's" in the first line of subparagraph a of the first paragraph by the word "driver's";

(b) by replacing the words "operator's or chauffeur's" in the first line of subparagraph c of the first paragraph by the word "driver's".

Id., s. 26,  
am.

Id., a. 31,  
mod.

**30.** L'article 31 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la onzième ligne du premier alinéa, des mots « conducteur ou de chauffeur » par le mot « conduire ».

**30.** Section 31 of the said act is amended by striking out the words "or chauffeur's" in the eleventh line of the first paragraph.

Id., s. 31,  
am.

Renvois  
à l'article  
50 du  
Code de la  
route.

**31.** Dans toute loi ou proclamation, tout arrêté en conseil, règlement, ordonnance ou résolution, un renvoi à l'article 50 du Code de la route est un renvoi aux dispositions correspondantes de la présente loi.

**31.** In any act or proclamation, order in council, regulation, order or resolution, a reference to section 50 of the Highway Code shall be a reference to the corresponding provisions of this act.

Reference  
to sec-  
tion 50,  
Highway  
Code.

Entrée en  
vigueur.

**32.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreranno en vigueur à toute autre date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil et à l'exception de l'article 2 qui entrera en vigueur le 28 février 1978. (\*)

**32.** This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, except the provisions excluded by such proclamation, which shall come into force on any other date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council and except section 2, which shall come into force on 28 February 1978. (\*)

Coming  
into force.

(\*) Les articles 6, 9, 10, 11, 12, 19, 22, 23 et 26 de cette loi sont entrés en vigueur le 21 juillet 1976; les articles 13, 20, 21 et 31 sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1976; les articles 14 et 17 sont entrés en vigueur le 15 août 1976 (Gazette officielle du Québec, 1976, page 4919).

Les articles 3, 4, 5, 8, 15, 16, 18, 24, 25, 27, 28, 29 et 30 sont entrés en vigueur le 8 septembre 1976 (Gazette officielle du Québec, 1976, page 5355).

L'article 1 est entré en vigueur le 22 septembre 1976 (Gazette officielle du Québec, 1976, p. 5775).

(\*) Sections 6, 9, 10, 11, 12, 19, 22, 23 and 26 of this act came into force on 21 July 1976; sections 13, 20, 21 and 31 came into force on 1 August 1976; sections 14 and 17 came into force on 15 August 1976 (Gazette officielle du Québec, 1976, page 4919).

Sections 3, 4, 5, 8, 15, 16, 18, 24, 25, 27, 28, 29 and 30 came into force on 8 September 1976 (Gazette officielle du Québec, 1976, page 5355).

Section 1 came into force 22 September 1976 (Gazette officielle du Québec, 1976, page 5775).